

LA COLONIA DIGNIDAD

La Colonia Dignidad, aujourd'hui connue sous le nom de Villa Baviera, fut fondée en 1961 au Chili par Paul Schäfer, un ancien prédicateur allemand fuyant des accusations de pédophilie en Allemagne. Installée dans une région isolée de la province de Maule, près de Parral, la colonie se présentait comme une communauté agricole d'inspiration chrétienne, accueillant principalement des Allemands et prétendant mener une vie austère et pieuse. Cependant, derrière cette façade, se cachait un système totalitaire et profondément abusif. Paul Schäfer, figure autoritaire incontestée, y exerçait un contrôle absolu sur les colons, allant jusqu'à séparer les familles, interdire les contacts sociaux, imposer un travail forcé et pratiquer des abus sexuels systématiques, notamment sur des enfants.

Les membres de la colonie vivaient sous un régime de peur permanente. Les enfants étaient arrachés à leurs parents dès le plus jeune âge et placés dans des foyers où ils subissaient un endoctrinement rigoureux. Schäfer utilisait la religion pour justifier son autorité et ses crimes, se présentant comme un prophète. L'usage des médicaments psychotropes, la surveillance constante, et la dénonciation encouragée entre colons renforçaient l'oppression. Toute tentative de fuite ou de désobéissance était sévèrement punie. Les abus sexuels étaient monnaie courante, et Schäfer, avec la complicité de ses plus proches collaborateurs, sélectionnait des enfants pour les violer, les filmer, et les maintenir dans un état de terreur constante. Ces crimes, bien que dénoncés par certains dès les années 70, furent longtemps ignorés.

La dictature de Pinochet, instaurée après le coup d'État de 1973, transforma la Colonia Dignidad en un centre de détention clandestin. Schäfer mit les installations de la colonie à disposition de la DINA, la police secrète du régime, et des centaines d'opposants politiques y furent détenus, torturés, et dans plusieurs cas exécutés. La Colonia servit également de base logistique pour l'importation d'armes et l'expérimentation de substances chimiques destinées à éliminer les dissidents. Ce lien avec la dictature chilienne permit à Schäfer de bénéficier d'une impunité presque totale pendant des décennies. Les autorités fermaient les yeux sur les dénonciations, et les diplomates allemands restaient silencieux malgré les preuves accumulées.

Ce n'est qu'à la fin des années 1990 que la vérité commença à émerger de manière plus visible. Paul Schäfer prit la fuite en 1997 après que des victimes eurent réussi à attirer l'attention des médias. Il fut capturé en Argentine en 2005 et extradé vers le Chili, où il fut jugé et condamné à 20 ans de prison pour abus sexuels, torture, et enlèvements. Il mourut en détention en 2010 sans jamais avoir exprimé de remords. Son arrestation permit de révéler l'ampleur des crimes commis dans la colonie, tant contre les enfants allemands qu'à l'égard des opposants chiliens.

Au fil des enquêtes, on découvrit des caches d'armes, des documents secrets, des vidéos d'abus, et des tunnels utilisés pour cacher les victimes. Des témoignages bouleversants d'anciens colons révélèrent les mécanismes de la manipulation psychologique, les abus physiques et sexuels, les stérilisations forcées, et les complicités institutionnelles. Beaucoup des victimes souffrent encore aujourd'hui de traumatismes profonds. Le système de Schäfer était structuré pour écraser toute individualité. Les enfants n'avaient aucune chance de se développer librement, et les adultes vivaient dans un état de servitude et de soumission absolue.

L'État chilien a tardé à reconnaître sa responsabilité. Ce n'est qu'au cours des années 2010 que les autorités commencèrent à indemniser certaines victimes et à classer la colonie comme site de mémoire. L'Allemagne, de son côté, fut également critiquée pour son inaction prolongée. De nombreux documents diplomatiques attestent de la connaissance des abus par les autorités

allemandes dès les années 70. Cependant, la politique de non-ingérence et le racisme latent vis-à-vis des Chiliens ont contribué à laisser prospérer ce système criminel pendant plus de quatre décennies. Il faudra une forte mobilisation citoyenne, journalistique et judiciaire pour briser l'omerta.